
Économies sur la santé, c'est non.

octobre 2025

Alors que le nouveau gouvernement vient d'être nommé, et au regard des annonces concernant les coupes supplémentaires attendues sur la santé, **nous demandons un changement radical d'orientations budgétaires pour l'avenir du pays** afin que le budget 2026 ne soit pas synonyme une fois de plus de reculs importants pour la santé des Françaises et des Français.

Le gouvernement précédent envisageait en effet, la remise en cause des droits des personnes en affection longue durée, le doublement des franchises médicales, de nouvelles baisses du budget de la santé, le recul de l'AME, etc., et **le Premier ministre LECORNU a confirmé ces orientations.**

La seule annonce d'ouverture de 5 000 maisons « France Santé » qui pourrait sembler positive est quant à elle condamnée à être une coquille vide si on en reste aux orientations de baisse des dépenses sociales et de moyens aux collectivités (respectivement -5,5 milliards et -5,3 milliards dans le cadrage du budget 2026 tel que dessiné par le précédent gouvernement).

Or, mettre fin aux « déserts médicaux », aux inégalités sociales et territoriales en santé nécessite au contraire de dépenser plus et mieux, en commençant par plus de personnels formés, mieux considérés, mieux répartis, et un juste recours au numérique en santé.

Or, fragiliser davantage les collectivités locales, c'est remettre en cause leurs actions au plus près de la population, par exemple l'ouverture et le soutien aux centres de santé municipaux et associatifs sans dépassements d'honoraires dans les territoires les moins bien pourvus en professionnels de santé, les actions de prévention en santé dès le plus jeune âge ou bien encore tous les dispositifs de soutien psychologique, notamment auprès des adolescents et des jeunes adultes.

Cet été a vu une formidable mobilisation citoyenne victorieuse contre la réintroduction de l'acétamipride prévue par la loi Duplomb. **C'est une preuve de plus des attentes fortes de la part des Françaises et Français en matière de santé.**

À l'image de la grande déception concernant les ambitions nationales en matière de sport et d'activité physique un an après les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024, il ne faut pas que les espoirs soient à nouveau douchés.

Conditions de logement, conditions de travail, exposition aux polluants, bien manger accessible à toutes et tous, sédentarité, addictions, accès à l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle et à l'IVG, etc., **tous les déterminants de santé sont concernés et méritent des ambitions portées nationalement et localement**, au plus près des réalités et avec les acteurs de terrain, **en particulier les collectivités locales qui sont à même de déployer, à travers leurs compétences, la santé dans toutes les politiques.**

À l'inverse de la tentation d'une suppression ou d'une mise sous tutelle par l'État des Agences Régionales de Santé qui conduirait à plus centralisme, moins d'écoute et moins de moyens pour les actions probantes en santé, **nous demandons une refonte des Agences Régionales de Santé.**

Celles-ci devraient en effet mettre véritablement au cœur de leur fonctionnement celles et ceux qui font vivre la santé publique au quotidien, notamment les villes et les intercommunalités, avec pour objectif des politiques et des actions de santé publique beaucoup moins descendantes et incertaines, partant des besoins réels pour y répondre par des solutions décidées et menées avec les acteurs de terrain qui agissent au plus près de la population.

Alors que nous célébrons ce mois-ci les 80 ans de la Sécurité Sociale, **nous réclamons une nouvelle ambition politique en matière de santé répondant aux besoins réels et à la construction d'une société d'avenir pour les êtres humains et la planète.**